Algérie, 33e vendredi : Gaïd Salah veut vendre le pays aux multinationales, le peuple s'y oppose de toutes ses forces

mercredi 9 octobre 2019, par AÏSSAT Kamel (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2019).

Dans ce 33e vendredi, la mobilisation se maintient dans tous les départements. On retrouve la même détermination par rapport au rejet de la présidentielle prévue le 12 décembre. La population est déterminée partout, même si la mobilisation est inégale selon les régions. Elle est un peu plus faible dans l'intérieur du pays, mais extrêmement forte dans les grands centres urbains.

Crédit Photo : Titi Haddad

À Bejaïa, la manifestation a été massive. Elle est caractérisée par le rejet de l'élection présidentielle, un mot d'ordre qui est présent dans tout le pays, de l'ingérence étrangère, les liens qui sont évidents entre Gaïd Salah et Macron, entre Gaïd Salah et les Émirats. Il y a aussi une opposition au schéma de privatisation de l'Algérie qui semble se mettre en place, et qui est conçu comme une garantie donnée aux pays impérialistes concernant la stabilité du régime.

Dans les manifestations, il y a une prise de conscience massive sur le fait que la loi de finance 2020 est un cadeau pour les impérialistes. La loi sur les hydrocarbures a été rédigée du temps de Bouteflika, avec les conseillers américains. D'après les informations données par le conseil du gouvernement, il s'agit de diminuer les taxations sur les multinationales, d'augmenter la durée des permis d'exploitation et des quotes-parts pour les multinationales impérialistes. C'est suffisant pour comprendre que cette loi travaille pour les intérêts de ces dernières, Total, ExxonMobil ou autres. Celles-ci sont en train d'appuyer fortement le régime autoritaire qui est en place. C'est ce qui explique aussi le silence complice des grandes organisations prétendument humanitaires sur ce qui se passe en Algérie, car ce sont des organisations qui sont liées aux intérêts des multinationales.

La politique du gouvernement est contraire aux revendications pour la souveraineté populaire sur les richesses, sur la justice sociale, qui font l'unanimité dans le mouvement. Le schéma prévu par Gaïd Salah aura donc beaucoup de difficultés à se mettre en place, ou alors avec un coup de force. C'est à ce niveau que ça va se jouer dans les semaines à venir. L'enjeu est la capacité du mouvement à se renforcer, à se doter d'une auto-organisation Ce défi nécessite aussi une réponse alternative à la présidentielle. En effet, sans réponse alternative, une partie de la population risque d'aspirer à un

retour à la stabilité, avec le retour d'un président, étant donné le discours dominant qui existe sur cette question. C'est dans ce sens que nous continuons à mener la bataille pour une assemblée constituante souveraine, au service des classes populaires.

Durée la semaine, il y a eu des réunions des syndicats autonomes qui ont déclaré leur soutien au mouvement populaire. Dans certaines régions, il y a des grèves dans l'éducation prévues, comme à Bejaïa pour ce lundi. Mardi 24 septembre, il y a eu une grève de toutes les administrations à Bejaïa. Mais l'idée de la grève cela reste faible dans le monde ouvrier. Cela freine la possibilité de l'émergence de perspectives politiques qui aille plus loin qu'une position défensive, démocratique et pour la souveraineté.

La réaction contre la répression s'organise. Il y a des comités pour la liberté d'opinion et pour la libération des détenus qui se mettent en place un peu partout dans les communes. Des manifs se mettent en place un peu partout dans la Wilaya de Bejaïa, dans beaucoup de communes. Demain à Amizour et Kherrata avec Taskriout, dimanche à Sidi Aich, etc. Une nouvelle importante est le fait qu'une partie des détenus a décidé d'entrer en grève de la faim dès aujourd'hui. Les gens sont inquiets de la politique menée par Gaïd Salah et ses soutiens. Il y a eu des arestations à Alger, mais aussi de slibérations, mais il est difficile d'en savoir plus car le mouvement n'est pas suffisamment organisé. Il y a un défi pour exprimer la plus grande solidarité sur ces questions.

Il y a eu aussi l'expulsion, totalement inacceptable, de la députée de la France insoumise, venue exprimer une solidarité avec le mouvement. Le communiqué du PST a été salué par des militants démocrates, qui trouvent notre démarche courageuse. Quelques soient nos désaccords, nous défendons toujours le droit élémentaire de la solidarité entre les peuples.

On est à un carrefour des possibles. Les dérives militaristes sont possibles, avec l'appui des grandes multinationales, car il est exclu pour elles que le peuple puisse profiter de ses richesses pour les pauvres, les exclus, les chômeurs. Nous défendons le contraire, la souveraineté du peuple contre le pouvoir et l'impérialisme.

Kamel Aïssat, Parti socialiste des travailleurs

P.-S.

- https://npa2009.org/actualite/international/algerie-gaid-salah-veut-vendre-le-pays-aux-multinationales-le-peuple-sy